

Mieux comprendre la montée des droites

vendredi 13 septembre 2019, par [CANDEIAS Mario](#) (Date de rédaction antérieure : 1er septembre 2019).

Nous vivons à l'âge des monstres. Alors que la crise organique de l'ancien projet de mondialisation néolibéral se poursuit, presque partout en Europe, mais également aux États-Unis, en Amérique latine, en Asie et en Afrique, nous assistons à la montée d'une droite autoritaire et radicale. Cependant, les monstres sont carrément divers : il y a des « hommes forts » comme Trump, Kurz, Duterte ou même Macron - des imprésarios politiques qui donnent forme à un nouvel autoritarisme alors qu'ils étaient au pouvoir. Le point commun à tous est un discours « descendant » anti-établissement, soutenu par de puissants segments de la classe capitaliste. Ceux-ci doivent être distingués des régimes autoritaires-nationalistes en Pologne et en Hongrie, ainsi que de ceux à caractère religieux-nationaliste, comme en Turquie ou en Inde. Ce dernier doit à son tour être distingué de la droite radicale, comme le Front national en France, le Parti pour la liberté de Geert Wilders (PVV) ou le parti Alternative pour l'Allemagne (AfD), ainsi que du Parti de la liberté d'Autriche (FPÖ) ou de la Lega Nord en Italie, qui sont tous deux actuellement au gouvernement. Le mouvement italien à cinq étoiles est à nouveau complètement différent. Il y a ensuite les gouvernements militaires, comme en Thaïlande, ou soutenus par l'armée, notamment le Brésil de Bolsonaro. La liste des exemples pourrait être poursuivie. la droite autoritaire et radicale est multiple. Le mouvement italien à cinq étoiles est à complètement différent. Il y a ensuite les gouvernements militaires, comme en Thaïlande, ou soutenus par l'armée, notamment le Brésil de Bolsonaro. La liste des exemples pourrait être poursuivie. la droite autoritaire et radicale est multiple. [1]

Comment comprendre la montée de la droite radicale ? Voici quelques thèses (destinées à servir de point de départ à des recherches ultérieures) - développées non exclusivement, bien que principalement, à partir d'analyses américaines et européennes, et ne devant donc être appliquées à d'autres pays qu'avec prudence et avec d'autres questions.

1. Rien en commun ? La question n'est pas de savoir s'il existe ou non un autoritarisme mondial. L'objet est complexe, hétérogène et hautement dynamique, et échappe à l'explication unitaire ou même à la définition. Et pourtant, il serait insuffisant de procéder sur la base d'une juxtaposition de cas spécifiques non liés. Les ultra-libéraux (Autriche), les racistes (Italie), les nationalistes sociaux (Pologne et, dans une certaine mesure, la Hongrie), les hyper-autoritaires (Turquie), les forces armées chargées de l'ordre public (Égypte et Thaïlande), les gouvernements militaires sous une forme démocratique (Brésil), les gouvernements en état d'urgence (Éthiopie et peut-être en France) et religieux-nationalistes (Inde), sont tous des cas différents. Nous devons chercher à clarifier ce qui est spécifique à chaque situation et à ce qui les unit, afin que des généralisations prudentes puissent être faites.
2. Pourquoi maintenant ? Il a bien sûr toujours existé des formes de gouvernement autoritaire (cf. le 18 brumaire de Marx), à propos desquelles la gauche a développé un riche corpus théorique. La question n'est donc pas de savoir si ce type d'autoritarisme existe ; ça l'a toujours fait. Quelles sont les conditions spécifiques qui lui confèrent une importance sociale globale et une efficacité historique aujourd'hui ? Comment ce phénomène a-t-il pu devenir si important précisément maintenant ?

3. Crise : La conjoncture actuelle est la convergence d'une crise organique d'un mode spécifique mondial de production et de reproduction sociales (dite mondialisation néolibérale) et l'émergence, dans l'interrègne, de formes d'autoritarisme comme moyen de travailler à travers cette crise et reconquérir ou sécuriser le pouvoir. Ces formes peuvent être différenciées en fonction de la position de chaque pays au sein des structures globales de valorisation, en fonction de l'évolution de l'accumulation du capital et / ou des obstacles globaux à la valorisation du capital. La position respective de l'économie nationale (et de sa crise) fournit des indices sur des causes et des contextes spécifiques pour des formes déterminées d'autoritarisme dans le pays concerné et / ou à une typologie de formes de règle.
4. Opportunités manquées : un facteur important contribuant à la montée de la droite autoritaire et radicale est la limitation des projets social-démocrates : a) de type post-néolibéral, autrement dit la redistribution de la richesse sociale dans une situation de démocratisation limitée, mais surtout sans reconstruction des bases de production et de reproduction (du Venezuela au Brésil), b) d'un type néolibéral progressif, autrement dit la préservation des libertés (limitées) et des gains progressifs, sans intervenir dans la transformation météorique de la structure économique et sans redistribution descendante (démocratie sociale, libéraux de gauche et parfois chrétienne au Nord). La déception suscitée par la social-démocratie et / ou la gauche post-néolibérale, ainsi que l'inefficacité et l'épuisement des ruptures radicales (les divers mouvements de libération) et des révolutions ratées (Afrique du Nord) ont conduit dans de nombreux endroits à un virage à droite par les subalternes, une démobilisation asymétrique en termes de politique de classe et d'abstention électorale (dans les pays où des élections ont encore lieu).
5. Réorganisation de l'hégémonie : l'autoritarisme ne doit pas simplement être considéré comme une reconquête ou une sécurisation du pouvoir en temps de crise, mais plutôt comme une lutte sur la composition et la direction du bloc au pouvoir. D'où également la prédominance de discours anti-establishment dirigés contre les élites bourgeoises traditionnelles. Face aux développements de type crise, aux modifications de la structure de classe et à la crise de la représentation, de nombreux systèmes (partis) politiques sont en plein bouleversement. La droite autoritaire et radicale, quant à elle, en tire le meilleur parti d'une attitude en affirmant, « ils ne nous représentent pas », ce qui avait été initialement exprimée par la gauche. Qui sont les porteurs, les groupes sociaux et les fractions de classe du nouvel autoritarisme (à la fois dans les pays concernés et au niveau transnational) ?
6. Qui sont les détenteurs ? La thèse de Balibar sur l'importance des « classes intermédiaires » - les fractions de classe à mobilité relative ascendante ou descendante généralement à la base des projets de droite - devrait être examinée en tenant compte de la nouvelle base de classe de l'autoritarisme. Il est vrai que la droite radicale et « l'idéologie raciste [sont] essentiellement inter-classes », pas seulement dans le sens de segments de classe relativement mobiles, mais plutôt dans le cadre d'une « négation active » de la solidarité de classe [2] . La droite radicale (par exemple, l'AfD en particulier) peut également être comprise comme constituant une alliance entre classes : entre travailleurs salariés à la mobilité mobile, des segments de main-d'œuvre qualifiée qui sont entrés dans la petite bourgeoisie et sont menacés de déclin (et tentent ainsi de défendre leur niveau de consommation), des individualistes entrepreneuriaux (entreprises de la classe moyenne, familles propriétaires soumises à la pression de la mondialisation, certains segments industriels menacés par des bouleversements du mode de production (numérisation et crise écologique), et même des intellectuels bourgeois en manque de reconnaissance et la marginalisation de leurs positions , sans parler des militaires et de l'appareil d'État répressif (police, services de renseignement) dont l'importance dans la vie des sociétés démocratiques a diminué. Dans le cas des fractions de classe à mobilité descendante, on peut même parler d'un passage de l'incertitude à un état de déclassement . Quelles sont les principales classes intermédiaires mobiles au Brésil, en Inde ou aux Philippines, à la hausse ou à la baisse ?

7. Populisme : Existe-t-il un noyau idéologique commun ou s'agit-il simplement d'une méthodologie de gouvernement ? Je ne m'intéresse ici qu'à l'autoritarisme d'une droite autoritaire et radicale – pas à l'autoritarisme de gauche ou à d'autres formes, qui sont structurées différemment. Le concept de fascisme (voir Walden Bello, par exemple) est certainement trop large ; des régimes fascistes pleinement développés ne sont probablement pas encore apparus. Pourtant, depuis quelques années, nous devons supposer qu'il existe une tendance croissante à la fascisation. Cela inclut des combinaisons spécifiques d'anti-libéraux, d'anti-musulmans, d'antiféministes, homophobes, anti-écologiques et anti-minorités – de même que des positions explicitement racistes – ont permis à la droite autoritaire et radicale, En général, ce processus opère via le dénigrement de groupes spécifiques – mais s'étend au déni (d'abord discursif, puis réel) de droits.
8. Le « contre l'autre » : il s'agit toujours ici d'une combinaison spécifique de nouvelles formes de classisme, de racisme et de machisme / patriarcat, à l'égard des « pauvres paresseux », des « classes dangereuses », des « réfugiés et étrangers », « femmes libérales et folie transgenre », etc.. Comme si la droite chauvine voulait une fois de plus confirmer l'importance d'une compréhension (intersectionnelle) de la classe, de la race et du genre.
9. Accumuler, accumuler : Le pouvoir est utilisé pour combattre toutes les tendances oppositionnelles et émancipatrices, et toujours spécifiquement contre le « collectivisme » et le « libéralisme », c'est-à-dire contre les droits sociaux collectifs et individuels. Les syndicats et les droits des travailleurs sont particulièrement visés, afin de modifier les relations de pouvoir entre capital et travail, ainsi que les droits fonciers des communes, les biens communs et la sphère publique, dans le but de s'approprier les ressources sociales. Les droits des minorités, les droits des femmes et le droit de former des syndicats sont les premiers à être attaqués par la droite autoritaire et radicale. L'attaque contre les syndicats et les droits des travailleurs, quant à elle, caractérise l'autoritaire et le radical à tous les niveaux, dépassant ses autres différenciations. Dans l'ensemble, c'est une question d'éliminer les obstacles à l'accumulation de capital sous sa forme la plus dure (de « l'énergie extrême » à une économie d'expropriation intensifiée via des projets d'infrastructure géants, en passant par le relèvement classique du taux d'exploitation et la compression de toutes les ressources sociales et naturelles).
10. « Liberté d'expression » : cette attaque vise principalement une « élite » libérale prétendument de gauche, des « soixante-huitards décadents », etc. La lutte contre le « politiquement correct » en tant que relativisation de la vérité est étroitement liée à celle-ci. Dans le même temps, des fausses nouvelles et des théories du complot sont également mises en œuvre. Il y a une pluralité de vérités et par conséquent, l'exigence démocratique de rechercher la vérité peut être écartée. D'où la lutte contre la liberté de la presse et la liberté académique) – mais aussi contre un système de justice indépendant. Ceci est souvent lié à un révisionnisme historique brut (en particulier en Europe de l'Est, mais aussi au Brésil et en Turquie).
11. Des paroles violentes aux actes violents : la droite autoritaire et radicale encourage une hostilité ouverte à l'égard du parlementarisme et des partis politiques, dénigre la procédure démocratique et utilise le parlement avec mépris comme une simple scène. On menace également un mode de vie démocratique et solidaire au quotidien, d'où l'expression de la haine sur les réseaux sociaux, jusqu'aux actes de violence (« d'en bas ») et enfin une répression ouverte (« d'en haut »).
12. L'arsenal des monstres : leurs projets politiques particuliers consistent à invoquer des combinaisons spécifiques des idéologies suivantes : nationalisme, populisme (essentiellement au sens ethnique plutôt que populaire), identitarisme (race, famille traditionnelle, religion) ; mais aussi travail, devoir, ordre et libertés négatives. Le nouvel autoritarisme peut être interprété comme un effort « visant à créer par le haut une alliance entre des groupes de la petite bourgeoisie et de la classe ouvrière, sans que la bourgeoisie n'ait à faire de concessions matérielles. Cela fonctionne comme une sorte de court-circuit entre les forces bourgeoises et

les subalternes ». [3] Ceci s'accompagne non pas d'un rejet de la démocratie, mais de son adaptation réactionnaire - ce que Victor Orban appelle « démocratie illibérale ». [4] Ce type de mobilisation est lié à une sorte de responsabilisation imaginaire des subalternes. Au milieu de l'expérience généralisée d'impuissance, il opère avec la promesse de reconquérir le « contrôle » et la « sécurité » contre des menaces externes et internes. Une fois que ces divers éléments sont ainsi articulés et concaténés, il est incomparablement plus difficile de les dissocier à nouveau.

13. Le rôle de la religion politique a souvent été sous-estimé : les évangéliques (États-Unis, Brésil), les fondamentalistes islamiques et hindous (Turquie, Inde), l'Église catholique (Pologne). Le retour des refoulés devrait être examiné plus en détail ici, afin de préciser quels sont les besoins non satisfaits et les désirs mobilisés. [5]
14. Pouvoir discursif : La droite autoritaire et radicale réussit également à renverser le monde du discours. Au pouvoir, ils ramènent la question sociale à l'agenda politique, mais sous la forme d'une solidarité exclusive entre Allemands, Brésiliens, Hindous, etc., tout en attaquant de manière ciblée les syndicats (droits collectifs) et les droits sociaux / du travail. . Ou alors, ils construisent un arc-en-ciel de droite opposé : violet, rose, vert et multicolore - comme résistance à la « rééducation moralisante » de la génération de 1968, le système éducatif, les médias, les universités et les ONG. Le but est de diviser les subalternes, offrent des possibilités d'action restreintes à certains groupes de subalternes et à leur autonomisation réactionnaire . [6] Il existe un réel danger de transition vers une culture ouvertement violente et fasciste.
15. Hégémonie ou dictature : Un régime spécifique visant un projet hégémonique, qui (à travers le populisme) mise aussi sur le consensus de ceux qu'il règne, ou à la dictature brutale d'une minorité sur la majorité (y compris les zones de transition et les zones grises). Cela peut expliquer, par exemple, comment des politiques économiques ultra-libérales sont mises en œuvre ou si certaines concessions sociales sont faites ; ou si la modernisation peut permettre une nouvelle accumulation (dans le cas des segments avancés de la classe capitaliste), ou simplement une redistribution et une appropriation cleptocratique (dans le cas des segments sous-développés ou prédateurs). Un projet réussi d'hégémonie autoritaire sera peut-être moins brutal qu'une tyrannie kleptocratique, mais aussi beaucoup plus durable et associé à des transformations structurelles plus profondes et plus étendues.
16. Les soulèvements rebelles : La vie des régimes autoritaires dépend aussi, bien sûr, de l'intensité de la résistance contre ces régimes et de la restructuration des projets émancipateurs. À court terme, il semble peu probable que la droite autoritaire et radicale soit repoussée. Rappelons-nous que les bouleversements politiques survenus à la suite de la crise majeure qui a éclaté en 2011 (beaucoup plus tôt en Amérique latine) ont été, en premier lieu, un rayon d'espoir transnational pour la gauche. Pourtant, chacune de ces tentatives s'est heurtée aux obstacles posés par les institutions stables de plus en plus transnationales du capital. Plus étonnant que la défaite de nombreux mouvements de protestation et de nouveaux partis de gauche face au nouvel autoritarisme des dirigeants est le fait que la dynamique de nouvelles mobilisations se répète à plusieurs reprises dans différents lieux.
17. Action mondiale contre l'austérité et l'autoritarisme : L'un des mouvements les plus visibles contre la droite autoritaire et radicale, contre l'autoritarisme et l'austérité, est une nouvelle internationalisation féministe. Il se développe partout, en Europe, aux États-Unis, en Amérique latine et en Inde. Il a un fort potentiel d'organisation de gauche. [7] Ainsi, par exemple, plus de six millions de personnes ont pris part à la grève des femmes en Espagne en 2018 et cette année également à une campagne contre la droite radicale. En Pologne également, des centaines de milliers de personnes sont descendues dans la rue pour défendre les droits des femmes en matière de procréation. En Inde, pas moins de 200 millions de femmes ont participé à la plus grande grève de tous les temps. Il est important de partager ces expériences, accroître leur visibilité et d'expérimenter la solidarité de manière pratique -

pour renforcer ceux qui doivent travailler et survivre politiquement dans les « espaces de plus en plus restreints » dans une vie quotidienne autoritaire et de plus en plus violente.

18. Répondre aux besoins : les points de départ sont innombrables. Qu'il s'agisse de la question du logement, des droits des femmes, de la crise écologique ou de l'organisation contre la droite, des campagnes associent la mobilisation de masse à l'organisation quotidienne au niveau local et le développement de structures politiques et de réseaux de solidarité. Cela doit être rendu plus visible. Nous discutons beaucoup de la droite autoritaire et radicale, ce qui est vital ; nous ne parlons pas assez des potentiels de gauche et émancipateurs. Ne nous déprécions pas nous-mêmes à travers des perspectives unilatérales. Une histoire écrite « d'en bas » peut élucider ce problème et indiquer des possibilités d'action. Au final, slogans et confessions de foi sont insuffisants dans la lutte contre la droite. Les pratiques sont nécessaires.
19. Maintenant ! Nous sommes confrontés à un moment décisif : face à l'intensification des inégalités mondiales, à la crise écologique, aux mouvements migratoires, à l'autoritarisme mondial et à la fascisation, la « voie médiane » de l'ouverture post-idéologique et de la critique de gauche n'est plus viable. Les forces qui souhaitent intervenir pour le maintien des libertés bourgeoises libérales et les normes minimales de solidarité doivent prendre parti contre l'autoritarisme et le néolibéralisme, et cela signifie aussi pour une perspective plus radicale. Il est maintenant temps de décider, à une époque où différentes possibilités restent ouvertes mais commencent déjà à se fermer.

Mario Candeias

[Abonnez-vous](#) à la Lettre de nouveautés du site ESSF et recevez chaque lundi par courriel la liste des articles parus, en français ou en anglais, dans la semaine écoulée.

P.-S.

Mario Candeias, Fondation Rosa Luxemburg, août 2019

<http://alter.quebec/mieux-comprendre-la-montee-des-droites/>

Plateforme altermondialiste est un réseau québécois qui se propose de renforcer la réflexion sur le néolibéralisme 2.0 et d'esquisser des chemins que pourrait emprunter l'altermondialisme sous ses diverses formes. Notre projet est de participer à la réflexion qui se manifeste dans différents lieux depuis quelque temps sur le renouvellement de l'altermondialisme et de l'internationalisme.

Pour prendre contact avec Plateforme altermondialiste : plateformealtermondialiste@gmail.com

Notes

[1] Les grandes puissances que sont la Chine et la Russie constituent des cas particuliers, qui ne peuvent être traités ici.

[2] E. Balibar et I. Wallerstein, *Race, Nation, Classe. Ambiguous Identities*, Londres : Verso Books, 1988, p. 219.

[3] Alex Demirović, « Autoritärer Populismus als neoliberale Krisenbewältigungsstrategie »,

PROKLA, no. 190, p.34.

[4] Ibid.

[5] Cf. LuXemburg, 2014, no. 2,
www.zeitschrift-luxemburg.de/oh-gott-luxemburg-22014-zu-politischer-religion.

[6] Cf. Mario Candeias, Rechtspopulismus, Radikale Rechte, Faschisierung.
Bestimmungsversuche, Erklärungsmuster und Gegenstrategien, Berlin : série RLS Materialien,
2018, www.rosalux.de/publikation/id/39174/rechtspopulismus-radikale-rechte-faschisierung/.

[7] Cf. Wischnewski et Wolter 2019